

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/131
2 décembre 1999

(99-5329)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

ÉMIRATS ARABES UNIS

Déclaration du Cheikh Fahim Bin Sultan Al Qassimi Ministre de l'économie et du commerce

Les Émirats arabes unis, Membre de fraîche date de l'OMC, prennent au sérieux les obligations et les engagements auxquels ils ont souscrit. Nous adhérons fermement au système et participerons activement dans un esprit constructif aux débats et aux prochaines négociations.

Les Émirats arabes unis sont fiers de pouvoir dire que leur économie est l'une des plus libérales du monde.

Si nous avons adopté cette politique, que nous continuerons de pratiquer, c'est par conviction.

Notre économie est fortement tributaire du commerce des biens et des services. C'est pourquoi nous croyons dans le système de l'OMC et nous œuvrerons avec les autres pays au respect et à l'élaboration de ses règles et à la préservation de ses principes fondamentaux.

Comme les autres pays en développement, les Émirats arabes unis ont leurs problèmes et leurs aspirations. Nous nous acharnons à développer l'économie. Nous n'épargnons aucun effort pour diversifier nos ressources et passer d'une économie fondée sur un seul produit, le pétrole, à une économie qui tire ses ressources de l'agriculture, de l'industrie et des services et les exploite de manière stable et durable. Je tiens à souligner que les ressources autres que le pétrole représentent près de 75 pour cent du produit intérieur brut.

Mais nous savons parfaitement que nous n'avons pas rejoint les rangs des pays développés. Nous sommes à tout point de vue un pays en développement: nous sommes loin de posséder les structures de base nécessaires qui nous permettraient de nous comparer à un pays développé; nous avons, comme tous les pays en développement, des difficultés que nous essayons de surmonter et nous avons confiance dans l'avenir.

À l'approche du troisième millénaire, nous pensons que cette conférence devrait montrer clairement que l'OMC n'est pas un club fermé, réservé aux pays développés mais un système qui garantit des avantages à tous les pays, grands ou petits, développés et moins développés, forts et faibles, et qu'elle offre aux pays en développement la possibilité de profiter des bienfaits du libre-échange.

Il faudrait donner aux pays en développement et aux petits pays l'assurance qu'ils auront une part équitable du commerce mondial et que le système de l'OMC les aidera à atteindre l'objectif du développement durable pour qu'ils puissent offrir à leurs populations un avenir meilleur.

Nous sommes certains que les décisions et recommandations appropriées seront prises à cette Conférence pour répondre aux aspirations des pays développés. Mais la dimension du développement doit être un élément essentiel du processus de négociation et des résultats des prochaines négociations.

Je voudrais souligner que, alors que nous avons ouvert nos marchés aux importations du monde entier et à la concurrence de fournisseurs de services étrangers et que nous avons pratiquement éliminé tous les obstacles au commerce, nos exportations quant à elles se heurtent à toutes sortes d'obstacles, notamment sur le marché des pays développés.

Je voudrais aussi relever un certain nombre de points qui présentent une grande importance pour mon pays:

1. Le processus d'accession d'un certain nombre de nouveaux pays, comme l'Arabie saoudite et Oman qui sont membres du Conseil de coopération du Golfe, devrait être achevé très prochainement. Il faudrait fixer dès à présent une date limite pour l'achèvement de ce processus.

Ces pays ne devraient pas se voir imposer des conditions qu'ils ne seront pas en mesure de respecter.

Nous pensons que leur accession profitera aussi bien au système qu'à eux-mêmes.

2. Les négociations sur les services et l'accès aux marchés des produits agricoles et des produits industriels qui ne sont pas des produits agroalimentaires ne devraient pas aboutir à imposer aux pays en développement des obligations qu'ils ne peuvent pas honorer ou qui sont incompatibles avec leurs besoins de développement.
3. Nous espérons sincèrement que les dispositions de l'Accord antidumping, de l'Accord sur les subventions ou de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce ne seront pas invoquées de manière abusive ou utilisées comme prétexte pour faire obstacle à l'exportation de nos produits sur les marchés des pays développés.
4. Nous espérons aussi que le débat sur le commerce et l'environnement n'aura pas pour résultat de rompre l'équilibre entre les prescriptions environnementales et le développement durable ou de prendre prétexte de la protection de l'environnement pour restreindre nos exportations, notamment nos exportations de pétrole.
5. Nous pensons qu'il ne faut pas chercher à tout prix à inscrire de nouvelles questions au programme des négociations tant qu'elles ne sont pas suffisamment mûres ou que le consensus ne s'est pas fait à leur sujet. Il faut laisser aux pays la possibilité de bien mesurer les avantages et les coûts qu'elles présentent pour eux avant de prendre une décision à leur sujet.

Enfin, la mise en œuvre des Accords existants est un réel sujet de préoccupation pour de nombreux pays, et nous pensons qu'il faut les prendre en compte avec sérieux si l'on veut que l'OMC soit crédible et écarter les craintes et les inquiétudes qu'elle suscite.

En conclusion, les Émirats arabes unis appuient l'offre généreuse du gouvernement du Qatar d'organiser la quatrième Conférence ministérielle à Doha en 2001.
